



Cérémonie des vœux du Député

Lundi 12 janvier 2026

La Forge, Harfleur

Allocution de Jean-Paul LECOQ

**** ****

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Secrétaires généraux, Directeurs, administrateurs,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents corps constitués,

Mesdames et Messieurs les Présidents d'association,

Mesdames et Messieurs les secrétaires syndicaux,

Citoyens, citoyennes du Havre, de Gainneville, d'Harfleur, de Gonfreville l'Orcher ou d'ailleurs,

Merci à toutes et à tous pour votre présence, nombreuse et chaleureuse, en réponse à notre invitation à venir partager ce moment de convivialité pour saluer ensemble l'entrée dans la nouvelle année.

Avec comme chaque année, mais peut être plus encore cette année, son bouquet d'espérances, de bonnes intentions, de bonnes résolutions aussi.

- Pour ceux qui ont mal vécu 2025 ou en 2025, 2026 sera forcément mieux...
- Pour ceux qui ont mieux vécu 2025 ou en 2025, 2026 doit être au moins aussi bien...

Et que l'on nous parle de guerre, de dettes, de crises, de nuées de sauterelles, c'est ainsi que chaque début d'année on voit toujours l'avenir en mieux.

C'est après, et au gré des semaines qui s'égrainent que ça se complique parfois...

Mais c'est en effet dans la nature humaine de voir plus loin en mieux.

C'est ce qui permet de se lever pour avancer, de se mobiliser aussi, de construire surtout.

Penser l'avenir, rêver l'avenir comme l'a joliment titré le quotidien L'Humanité pour une série de récits, c'est profondément humain.

Raison pour laquelle, quelles que soient les déclarations d'intention guerrière, ou celles des promoteurs de haine, des prédicateurs de la violence...

Quelle que soit la noirceur, la nocivité, la perversité des théories du déclin, du « c'était mieux avant », le plus grand nombre continue de croire et de vouloir que ce soit mieux demain !

L'espoir du meilleur nous ouvre donc le chemin.

Rien n'est figé, le pire n'est jamais certain.

**

Merci madame le Maire d'Harfleur pour nous accueillir ce soir, comme votre collègue de Gonfreville l'Orcher l'a fait l'an dernier.

Mais pas seulement de nous accueillir.

Merci d'être fortement présents avec vos conseils municipaux respectifs, comme ceux de Gainneville et de Rouelles, dans les luttes et les mobilisations pour les droits fondamentaux de nos concitoyens : éducation, santé, logement, travail, et contre les injustices et les discriminations.

Oui je sais... J'ai bien conscience qu'il manque une municipalité de la circonscription dans cette énumération. Mais que voulez-vous, je ne vais pas transformer une absence en une présence, par simple respect du principe de l'exhaustivité géographique...

Merci de prendre soin, d'accompagner, de promouvoir le vivre ensemble, de faire vivre les solidarités activement, de soutenir les associations, les acteurs de l'éducation, de la prévention.

Merci de défendre le service public et l'intérêt général, pendant que d'autres continuent, malgré des dégâts déjà causés, à vouloir casser le secteur public au profit d'intérêts strictement privés.

« *Quand on a de l'argent, on a le droit de faire tout ce que l'on veut !* » : C'est ainsi que l'extrême-droite - mais aussi la partie de la droite qui file vers son extrême - conçoivent les rapports dans une société.

C'est cela qu'ils clament dans les couloirs de l'Assemblée :

Un milliardaire se paye une chaîne télé ou un grand titre de la presse ? Il doit pouvoir y entendre que ce qu'il veut et rien d'autre, n'être soumis à aucune autorité de contrôle.

La loi de l'argent roi.

Il y en a même un, un peu benêt, « fils de Nicolas », qui prêche pour l'allègement du Code de la route et la suppression des feux de signalisation, afin de mieux faire vibrer son gros SUV vrombissant...

La loi du plus fort, du plus puissant, du plus violent et pour les autres « advienne que pourra ».

« **La liberté du renard libre dans le poulailler** » en réalité, selon le bon mot, la juste formule de Hocine Aït Ahmed, résistant et combattant de la liberté Algérien.

Cette loi du « tel est mon bon plaisir » parce que je suis le plus fort, héritée de l'époque des rois et des empereurs, quand les peuples n'existaient pas, réduisant le sort de ceux qui n'étaient pas noble à celui de sujet, au mieux, d'esclave pour les moins chanceux.

Celle loi du « tel est mon bon désir » parce que je suis au pouvoir, subie sous les heures sombres des régimes fascistes, nazis et collaborationnistes des années 30 et 40, qui ressort aujourd'hui des égouts de l'histoire avec l'émergence des néo fascistes aux Etats-Unis et ici et là sur le globe.

Leur stratagème est toujours le même, comme le philosophe Italien Umberto Eco l'a décrit lors de la montée du fascisme autour de Mussolini dans son pays.

Écoutez bien toute ressemblance avec des situations actuelles n'est pas une coïncidence...

- L'abus de la peur de la différence
- Le constant état de menace
- L'appropriation de la notion de peuple
- L'opposition à la critique, à l'analyse
- L'obsession de la conspiration des étrangers

- La proclamation d'un leader providentiel
- L'action avant la raison
- Le langage limité, simpliste et répétitif
- L'appel aux frustrations
- La réfutation des idées modernes, de la science

Et tout ceci dans quel but ?

- Le progrès ? Surement pas.
- L'émancipation ? Encore moins.
- Le bonheur ? Oui confisqué par quelques-uns.

Car le but de cette société de la peur et des tensions, de la violence et des divisions, c'est de régner, pas de gouverner. Tout diriger, tout décider pour satisfaire l'avidité de la classe dominante.

Celle qui possède. L'argent. Le pouvoir. Tous les pouvoirs.

Mais qui veut d'une telle société pour lui-même et pour ses enfants ?

**

Amplifiée par des médias aux mains de milliardaires, cette fuite par défaut, par dépit ou par adhésion, vers un régime totalitaire et déshumanisé, capitalise sur le bilan des politiques commises par tous les gouvernements successifs, sous Nicolas Sarkozy jusqu'à Emmanuel Macron.

Des politiques qui ont :

- Fracturé la société ;
- Rationné les services publics ;
- Maltraité la Sécurité Sociale ;
- Sapé les fondements de la république sociale et solidaire héritée de la Libération et du programme du Conseil national de la résistance...

Mais alors que l'extrême-droite joue sur le sentiment de déclassement, de relégation, d'abandon en mode complotisme, il est toujours utile de rappeler que la France demeure l'une des principales puissances économiques mondiales.

Le problème ne réside donc pas dans la création de richesses, le produit intérieur brut (PIB) continue de progresser, mais bien dans la redistribution de la richesse nationale produite par tous...

Or les besoins - pourtant non essentiels - des Français les plus riches, font l'objet de toute l'attention des politiques gouvernementales depuis 10 ans... Au détriment de la couverture des besoins - ceux-là essentiels - du reste de la population (santé, logement, services publics, pouvoir d'achat...).

Les classes moyennes et populaires souffrent ainsi majoritairement des inégalités, de l'injustice. Au point de rendre l'impôt, censé être le principal outil de justice sociale, insupportable...

Et, en effet, la pression fiscale, tout impôt confondu dont la TVA désormais principale recette de l'État, est beaucoup plus forte sur eux que sur la classe la plus aisée...

- **Redonner du pouvoir de vivre correctement ;**
- **Du droit à se soigner, à accéder et à préserver son emploi, sa retraite pendant qu'on est encore en bonne santé, à obtenir des conditions d'enseignement de haute qualité de la maternelle aux études supérieures ;**
- **Redonner de la force oui, mais à nos services publics ;**
- **Répondre à la hauteur des besoins actuels et à venir, de l'accompagnement du 3^e âge puis du grand-âge ;**

Devraient au contraire occuper toutes les politiques gouvernementales.

Et des moyens pour faire tout cela, il y en a.

Il faut simplement accepter de répartir l'effort collectif demandé, en fonction des ressources réelles - les capacités contributives comme on dit -, de chacun.

C'est loin d'être le cas. Et un chiffre résume bien la situation : 270 Milliards d'argent public sont consacrés chaque année, sous diverses formes, aux cadeaux fiscaux des foyers les plus riches.

Le haut patronat et les actionnaires rentiers étant allègrement servis.

Cette estimation non contestée, et il faut d'ailleurs le savoir en dessous de celle réalisée en catimini par le Cabinet de François Bayrou lorsqu'il était à Matignon, a été chiffrée par le sénateur communiste Fabien Gay et complétée par les journalistes d'investigation du « Nouvelle Observateur » qui ont publié leur enquête sous le titre évocateur du « Grand détournement ».

Depuis 2019, la fortune des milliardaires français a ainsi augmenté de plus de 24 milliards d'euros au total, soit 13 millions d'euros... par jour.

Et tout cela, en contribuant moins que le reste de la population à l'effort collectif, au devoir de solidarité, aux impôts.

Pendant ce temps-là la pauvreté et la précarité continuent de progresser.

Même disposer d'un salaire ne suffit plus systématiquement pour couvrir ses charges de base.

Et, on peut mourir de froid dans la rue en France au 21^{ème} siècle !

**

Face tout cela, en réponse à tout cela, que fait le gouvernement Lecornu ?

Et bien, il vient d'affaiblir encore un peu plus notre Sécurité Sociale et diminuer le budget de nos services publics...

A l'exception notable de celui de l'armement qui va connaître une nouvelle croissance considérable de ses crédits.

Comme quoi, quand on veut trouver de l'argent public, on sait le trouver...

Avec de nombreux autres parlementaires, je me suis opposé au projet de budget de financement de la Sécurité Sociale et au projet de budget de l'État pour cette année 2026.

Parce qu'ils poursuivent le mitage, le dynamitage souvent, des politiques publiques nationales, alors qu'il faudrait au contraire les renforcer.

Les coupes budgétaires que comportent ces budgets vont encore affaiblir un peu plus nos services publics essentiels et diminuer les remboursements par la Sécurité Sociale.

Refusant ces logiques d'insécurité sociale généralisée, de course aux armements, de perte de sens de l'action publique pour servir des intérêts particuliers et privés, je continue, avec beaucoup d'autres, à porter une autre voie, d'autres choix.

D'autres perspectives que celle d'une société de la peur, du chacun-pour-sa-peau, de l'exclusion et des tensions.

**

Celle de la restauration de la confiance dans l'État, dans les valeurs Républicaines qui ont fait la France contemporaine en la sortant des ténèbres de l'Ancien régime.

Cela passe par le rétablissement de l'État de droit et de l'État des droits.

Ce qui en général s'accommode mal de l'État de droite...

- **L'État de droit** c'est ce qui garantit que tout un chacun bénéficie d'une protection égale, en vertu de la loi.

La loi étant la même pour tous, sauf pour les mineurs qui justement parce qu'ils sont mineurs doivent bénéficier de lois adaptées.

- **L'État de droit** c'est ce qui garantit la protection et le respect des droits civils et politiques fondamentaux, les libertés civiles.

La liberté de culte dans le respect et par le respect de la laïcité.

- **L'État des droits** c'est ce qui garantit à tout un chacun d'accéder aux services publics en proximité, et pas à 100% dématérialisés, et de bénéficier d'une protection sociale de la maternité jusqu'au grand-âge.

C'est cet engagement pour l'État de droit et l'État des droits fondamentaux garantis qui est à la base de mon engagement politique et qui forment les bases de mon mandat parlementaire.

**

Au cours de l'année 2025, cet engagement s'est concentré et mon action a été sollicitée sur de nombreux fronts :

Celui de la santé et de l'accompagnement du handicap :

- Pour la **défense de l'hôpital public** et de ses agents, en particulier au service des urgences et en psychiatrie ;
- Pour la **transformation du Centre Hospitalier du Havre en CHU**, le plus grand de France qui ne soit pas déjà un Centre Hospitalier Universitaire ;
- Pour rendre gratuit **l'accès aux parkings de tous les établissements de santé**, publics comme privés...

Un combat désormais national dont Le Havre et son collectif pour la gratuité du parking de Monod a été précurseur ;

- **Pour la régulation de l'installation des médecins** afin de garantir un médecin pour chacun...

Et l'encadrement et le **contrôle par l'État des centres de santé privés** afin d'arrêter les dérives qui se multiplient ;

- Pour l'amélioration de la prise en charge des soins et dispositifs spécifiques au **traitement du cancer du sein** par l'Assurance maladie...

Eh oui, en dépit de tout bon sens, la prise en charge n'était pas effective, comme si être malade ou en situation de handicap pour certains était un choix ! ;

- Pour faire avancer la reconnaissance, l'accompagnement et les traitements pour les malades atteints de **fibromyalgie** ;
- Pour défendre les droits des **victimes de l'amiante** ;
- Pour renforcer considérablement les dispositifs contre les **accidents du travail** qui atteignent des records dans notre pays ;

- Pour le soutien à la **collecte bénévole du sang** sous l'égide de l'EFS (Établissement Français du Sang) et des amicales des donneurs de sang ;
- **Pour la gratuité des fauteuils roulants** : la proposition de loi que j'ai co-signé dans ce sens a été adoptée par l'Assemblée, et est entrée en œuvre au cours du dernier trimestre de l'année ;
- Ou encore, toujours et encore, pour que la **loi Grand-âge** maintes de fois annoncée, maintes fois reportée, puisse enfin devenir réalité.

C'est urgent afin de répondre aux besoins de services, d'accompagnement, d'hébergement et de soins de nos aînés en perte d'autonomie.

Tout le système actuel repose sur l'engagement professionnel des gestionnaires d'établissement et sur les personnels soignants et d'accompagnement qui le tiennent à bout de bras, notamment en EHPAD... J'assiste de plus en plus à un épuisement de ces femmes et hommes qui parfois abandonnent leur métier pour ne pas y laisser leur propre santé !

9 EHPAD publics et associatives sur 10 sont en déficit en Seine-Maritime, dont une partie ne ferme pas uniquement grâce à un fonds de soutien d'urgence. Et pendant ce temps des EHPAD privés génèrent pour leurs actionnaires des bénéfices...

Tout cela doit changer.

Sur le front de l'éducation et de la jeunesse :

- Contre la **baisse drastique des moyens éducatifs**, en particulier en collèges et lycées, qui dégrade les conditions d'accueil et d'enseignement des élèves et affecte l'égalité des chances que la République doit pourtant garantir ;
- Pour garantir aux **AESH** (Accompagnant d'Élève en Situation de Handicap) et aux **Assistants d'Éducation** un vrai statut et une rémunération leur permettant de sortir de la précarité...

J'ai signé une proposition de loi allant dans ce sens, merci au Collectif des AESH et AED qui nous a guidé ;

- Et cette semaine, pour obtenir **l'avenir des Missions Locales**, service public au service de l'autonomie des jeunes, que le gouvernement voudrait bien transformer en France Travail spécial jeunes, sans s'occuper des autres aspects pourtant fondamentaux de leur vie : le logement, la santé, l'émancipation...

Sur le front des transports et des mobilités :

- Pour l'amélioration des conditions de circulation sur la **ligne ferroviaire** Le Havre/Paris, et la réalisation de la Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN) remise en cause par la Droite et l'extrême-droite en Ile-de-France ;
- Pour la **gratuité des ponts** de Tancarville et de Normandie à l'occasion de la fin de la concession actuelle accordée par l'État à la Chambre de Commerce ;
- Pour garantir l'avenir et la mise aux normes de protection imposées par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du **centre routier de la zone industrielle**, de son hôtel-restaurant et des services disponibles pour les chauffeurs routiers ;
- Pour aménager en concertation avec les associations de motards, les obligations du **contrôle technique imposé aux motos** sur décision de l'Europe...

Je salue l'action de la FFM76, la Fédération des Motards en colère ;

Sur le front de l'environnement :

- Pour faire émerger des mesures garantissant des **revenus dignes pour les agriculteurs** et l'arrêt des politiques libérales qui favorisent les grandes exploitations, creusent les inégalités et détruisent les ressources ;
- Pour que la **transition écologique de notre zone industrielle** s'organise à travers des assises réunissant les industriels, les syndicats, les associations, les chercheurs, les élus locaux et l'État ;
- Pour la mise en place de politiques visant la **réduction de polluants éternels (PFAS)** très présents dans les activités industrielles et qui affectent la santé et l'environnement...
Je salue l'action de l'association nationale AMARIS que j'ai contribué à créer et qui est aujourd'hui présidée par le Maire de Gonfreville l'Orcher, Alban Bruneau ;
- Pour soutenir la **décarbonation du transport maritime** et le développement de la filière française du transport à la voile...

Je salue l'énergique armement havrais TOWT et son président Guillaume Le Grand ;

Et bien sur le front de l'emploi qui mobilise et qui me mobilise beaucoup :

- Pour soutenir les salariés en lutte pour de justes **augmentations de salaire** au regard des profits dégagés par leur entreprise ;
- **Aux côtés des salariés et des organisations syndicales contre les plans de licenciements :**
 - à **ExxonMobil** et ses sous-traitants notamment **Arlenxo**, à **Saverglass - Verrerie de Gravelle**,
 - à l'usine **Renault Sandouville**, à la raffinerie **Sibanye Stillwater**,
 - et pour la **reprise de l'activité de Cap Isoplas** à Harfleur suite à l'abandon de son propriétaire OXO ;

L'entreprise a pu être reprise avec une partie seulement, malheureusement, de ses ouvriers, mais elle a pu être sauvée ;

- A **Lubrizol**, la lutte a permis le retrait du plan de licenciement ; Bravo à eux, il y a eu une forte mobilisation.
- Et la semaine dernière, l'action des salariés et des organisations syndicales a permis à la justice de rejeter le plan de 2.300 licenciements à **Auchan** voulu par la famille Mulliez pour préserver ses profits colossaux...

Maintenant il faut qu'elle rende l'argent public indument perçu, comme nous, élus locaux, parlementaires et syndicats, avons pu l'imposer à Michelin récemment.

- Pour que les **aides publiques de l'État et de l'Europe versées au titre de la recherche et développement** des entreprises soient conditionnées par le maintien des emplois ;
- Pour ne pas imposer aux **entrepôts logistiques** ne servant pas au commerce en ligne, la taxe sur les surfaces commerciales, TASCOT, tel que souhaitait le gouvernement ; L'amendement que j'ai défendu dans le cadre de l'examen du budget de l'État a été voté, cette mesure a donc été retirée ;
- Pour repousser la tentative gouvernementale de taxer à 8% les **activités sociales et culturelles des comités d'entreprise** devenus CSE, Comité Social d'Entreprise...

L'amendement que j'ai défendu dans le cadre de l'examen du budget de la Sécurité Sociale a été voté, cette mesure a donc été retirée ;

- Pour rejeter les mesures inscrites dans le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale au détriment **des entreprises adaptées** employant des personnes en situation de handicap, et des **apprentis** ;
- Pour appliquer le **déférencement automatique des places de marchés d'entreprises important des jouets** lorsque les autorités de contrôle ont relevé un certain taux de produits non-conformes ;

- Ou encore, toujours et encore, pour **promouvoir et défendre notre place portuaire...**

Je salue les travailleurs portuaires et ouvriers dockers, les entreprises portuaires fédérées au sein de l'UMEP et les équipes d'HAROPA Port, dont « le grand port autonome du Havre » est le fer de lance...

Autant de sujets locaux et nationaux à la fois, sur lesquels se mesure l'utilité de l'action politique, syndicale, associative et citoyenne, bref de l'action collective,

Et aussi, modestement, celle d'un parlementaire.

**

Certains me disent parfois, « *Jean-Paul tu devrais t'occuper que de ce qui se passe en France, il y a assez à faire* ».

Sauf que tout est lié, les histoires sont reliées. Du global au local, du local au global, nous sommes tous dans le même bocal !

En Commission des Affaires étrangères, dans l'hémicycle à l'Assemblée nationale et à travers diverses initiatives, je poursuis donc mon action pour le respect du droit international et en faveur de la Paix, notamment :

- En intervenant **contre la vente et l'export d'armes françaises à des pays en guerre**. Il n'existe pas de sanctions à l'égard des entreprises de respectant pas les embargos sur la vente d'armes à certains pays.

Une loi avait commencé à être examinée il y a une vingtaine d'année, il faut qu'elle revienne sur le devant de la scène pour contraindre les entreprises à respecter le droit international sous peine de sanctions, qui n'existent pas dans l'état du droit actuel.

- En défendant **un budget de l'État plus solidaire**, privilégiant le multilatéralisme ou la coopération culturelle plutôt que le business profit. Un budget cultivant la paix et non préparant la guerre.

- Pour **le droit des peuples à l'auto-détermination**, j'ai accueilli à l'Assemblée la Conférence européenne en soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui (EUCOCO).
- J'ai soutenu la **reconnaissance de l'État de Palestine par la France** en septembre, que je réclame depuis des décennies, poursuivi les mobilisations contre le génocide à Gaza et la colonisation de la Cisjordanie et agi en faveur d'une paix durable à deux États : Palestine et Israël.

Le 16 décembre, j'ai interpellé le 1^{er} Ministre au cours de la séance des questions au gouvernement sur une cargaison d'armes à destination d'Israël bloquée par les dockers dans le port du Havre.

**

Des atteintes aux droits de l'Homme... et des femmes, du régime des Mollah en Iran et Talibans en Afghanistan ;

- De la junte militaire en Birmanie ;
- Du sort de la minorité Ouïghours en Chine aux guerres au Soudan, au Congo, au Yémen ;
- Sans oublier la menace de la résurgence de DAESH au Moyen-Orient : des peuples souffrent, la violence est là.

Mais évidemment, depuis l'avènement il y a un an de la droite la plus extrême au pouvoir aux Etats-Unis, le nouveau désordre mondial qu'elle crée en étant exclusivement guidée par la loi du profit sans limite, et servi par la force sans limite - « *le côté obscur de la force* » comme dirait Maître Yoda -, nous préoccupe et nous occupe beaucoup.

L'agression militaire sur le Vénézuéla avec le bombardement sur Caracas qui a tué une centaine de personnes et l'enlèvement du président en exercice, qui ne fait l'objet d'aucun mandat d'arrêt de la justice internationale, alors même que le 1^{er} Ministre Israélien, qui lui est inculpé et sous mandat d'arrêt, est reçu avec les honneurs à la Maison Blanche, en dit déjà trop long sur l'immoralité et l'absence de probité qui sévissent aux Etats-Unis.

Après le Panama et son canal dès la prise de pouvoir de Trump, la Colombie, le Mexique, Cuba, le Groenland sont dans le viseur.

Tout ce qu'il reste de ressources sur notre planète, à commencer par le pétrole et les terres rares, est convoité et menacé d'appropriation par les USA, comme au temps du far-West, mais à l'échelle du monde cette fois.

Ce néo-colonialisme en vigueur déjà en Russie et en Israël met en danger les peuples, bafoue le Droit, piétine la Justice et menace la planète d'autodestruction.

Trump et les néo-fascistes doivent être stoppés, seule condition pour recouvrer la Paix, la stabilité et la sécurité.

**

Et la voix de la France dans tout cela ?

Elle a disparu sous l'éteignoir américain, car finalement à Paris et à Washington on sert actuellement les mêmes intérêts particuliers.

Le bilan d'Emmanuel Macron est tout autant catastrophique sur le plan international.

Et ce n'est pas que le Député communiste que je suis qui le dénonce, ce sont tous ceux qui se souviennent que la France est la patrie des Droits de l'Homme, le berceau des Libertés et l'un des piliers du Droit et de la Justice internationale.

Aussi imparfaits soient-ils, le Droit et la Justice internationale sont les seuls garants de l'avenir de l'Humanité et de la planète qui l'abrite...

Raison pour laquelle, nous ne devons pas faiblir et au contraire restés mobilisés.

Et peu importe que l'on ait l'impression parfois d'écoper un océan à la petite cuillère ou de prêcher dans le désert, il en va de notre devoir d'humanité, de notre devoir d'optimisme, de notre devoir d'avenir de le faire.

Cela finit toujours par payer.

**

Avant de poursuivre cette soirée en échangeant directement autour du verre de la fraternité, et au rythme du duo des What Else qui nous accompagne ce soir, je souhaite remercier ma suppléante, Nathalie Nail, pour sa précieuse action tout au long de l'année, ainsi que mes assistants parlementaires qui m'entourent, Angéla, Marine et Sébastien.

Sans oublier les nombreux stagiaires que nous accueillons au sein de l'équipe.

Tous, permettent ainsi d'entretenir le lien quotidien entre les habitants, les forces vives et la vie quotidienne de la circonscription, avec l'action parlementaire nationale.

Merci aux havrais, rouellais, gainnevillais, harfleurais et gonfrevillais qui nous font confiance en nous saisissant 366 jours sur 365, ainsi qu'aux élus communaux, responsables associatifs, syndicaux, parents d'élèves, acteurs économiques, sociaux, culturels ou sportifs.

Merci à ceux d'ailleurs qui nous interpellent en nous disant qu'ils n'ont pas la chance d'avoir un député communiste !

Le travail qui est fait ici, au sein de cette circonscription populaire et solidaire, pour défendre les intérêts des gens d'ici :

- Pour l'accès aux droits fondamentaux : se loger, se soigner, étudier dans de bonnes conditions...
- Pour porter les projets...
- Ou encore pour aider à surmonter des difficultés passagères ou plus durables,

C'est un travail collectif, c'est un travail qui, pour porter ses fruits, ne peut être que collectif.

Tout ce travail ne demande qu'à être plus encore étendu, parce que franchement ce ne sont pas les besoins qui manquent, ni les solutions d'ailleurs... Je me permets de le dire au passage...

**

Fort de cet engagement collectif et des belles valeurs qui l'accompagnent ;

Mon équipe et moi-même vous présentons nos meilleurs vœux de santé et d'épanouissement, pour vous-même et pour tous ceux qui comptent pour vous ;

Au cours d'une année pleinement solidaire et résolument en faveur de la Paix et du respect des droits fondamentaux.

Car ce n'est jamais celui qui crie le plus fort qui a raison ;

C'est en revanche la paix qui a toujours raison,

La violence, toujours tort.

Vive l'Humain, Vive l'Humanité, faisons-les plus que jamais vivre en cette année 2026, il y a grand besoin !